

Deuxième protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition

Conclu à Strasbourg le 17 mars 1978
Approuvé par l'Assemblée fédérale le 13 décembre 1984¹
Instrument de ratification déposé par la Suisse le 11 mars 1985
Entré en vigueur pour la Suisse le 9 juin 1985
(Etat le 8 août 2012)

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Désireux de faciliter l'application en matière d'infractions fiscales de la Convention européenne d'extradition ouverte à la signature à Paris le 13 décembre 1957² (ci-après dénommée «la Convention»);

Considérant également qu'il est opportun de compléter la Convention à certains autres égards,

sont convenus de ce qui suit:

Titre I

Art. 1

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention est complété par la disposition suivante:

«Cette faculté sera également applicable à des faits qui ne sont passibles que d'une sanction de nature pécuniaire.»

Titre II

Art. 2

L'article 5 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes:

«Infractions fiscales

1. En matière de taxes et impôts, de douane et de change, l'extradition sera accordée entre les Parties Contractantes, conformément aux dispositions de la Convention, pour les faits qui correspondent, selon la loi de la Partie requise, à une infraction de même nature.

RO 1985 724; FF 1983 IV 129

¹ Art. 1 al. 1 let. b de l'AF du 13 déc. 1984 (RO 1985 712)

² RS 0.353.1

2. L'extradition ne pourra être refusée pour le motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante.»

Titre III

Art. 3

La Convention est complétée par les dispositions suivantes:

«Jugements par défaut

1. Lorsqu'une Partie contractante demande à une autre Partie Contractante l'extradition d'une personne aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une décision rendue par défaut à son encontre, la Partie requise peut refuser d'extrader à cette fin si, à son avis, la procédure de jugement n'a pas satisfait aux droits minimums de la défense reconnus à toute personne accusée d'une infraction. Toutefois, l'extradition sera accordée si la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes pour garantir à la personne dont l'extradition est demandée le droit à une nouvelle procédure de jugement qui sauvegarde les droits de la défense. Cette décision autorise la Partie requérante soit à exécuter le jugement en question si le condamné ne fait pas opposition, soit à poursuivre l'extradé dans le cas contraire.

2. Lorsque la Partie requise communique à la personne dont l'extradition est demandée la décision rendue par défaut à son encontre, la Partie requérante ne considérera pas cette communication comme une notification entraînant des effets à l'égard de la procédure pénale dans cet Etat.»

Titre IV

Art. 4

La Convention est complétée par les dispositions suivantes:

«Amnistie

L'extradition ne sera pas accordée pour une infraction couverte par l'amnistie dans l'Etat requis si celui-ci avait compétence pour poursuivre cette infraction selon sa propre loi pénale.»

Titre V

Art. 5

Le paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes:

«La requête sera formulée par écrit et adressée par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise; toutefois, la voie diplomatique n'est pas exclue. Une autre voie pourra être convenue par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties.»

Titre VI

Art. 6

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le Protocole entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Il entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention.

Art. 7

1. Tout Etat qui a adhéré à la Convention peut adhérer au présent Protocole après l'entrée en vigueur de celui-ci.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après la date de son dépôt.

Art. 8

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Art. 9

1. Les réserves formulées par un Etat concernant une disposition de la Convention s'appliqueront également au présent Protocole, à moins que cet Etat n'exprime l'intention contraire au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit:

- a. de ne pas accepter le Titre I;
- b. de ne pas accepter le Titre II, ou de l'accepter seulement en ce qui concerne certaines infractions ou catégories d'infractions visées par l'article 2;
- c. de ne pas accepter le Titre III, ou de n'accepter que le paragraphe 1 de l'article 3;
- d. de ne pas accepter le Titre IV;
- e. de ne pas accepter le Titre V.

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

4. Une Partie Contractante qui a appliqué au présent Protocole une réserve formulée au sujet d'une disposition de la Convention ou qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent Protocole ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie Contractante; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

5. Aucune autre réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

Art. 10

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suivra l'exécution du présent Protocole et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution du Protocole donnerait lieu.

Art. 11

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.
3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

Art. 12

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention:

- a. toute signature du présent Protocole;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 6 et 7;
- d. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 8;
- e. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 9;
- f. toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9;
- g. le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9;
- h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 17 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 8 août 2012³

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Afrique du Sud	12 février	2003 A	13 mai	2003
Albanie	19 mai	1998	17 août	1998
Allemagne	8 mars	1991	6 juin	1991
Arménie	18 décembre	2003	17 mars	2004
Autriche*	2 mai	1983	31 juillet	1983
Azerbaïdjan*	28 juin	2002	26 septembre	2002
Belgique*	18 novembre	1997	16 février	1998
Bosnie et Herzégovine	25 avril	2005	24 juillet	2005
Bulgarie*	17 juin	1994	14 septembre	1994
Chypre	13 avril	1984	12 juillet	1984
Corée (Sud)*	29 septembre	2011 A	29 décembre	2011
Croatie	25 janvier	1995 A	25 avril	1995
Danemark	7 mars	1983	5 juin	1983
Espagne	11 mars	1985	9 juin	1985
Estonie	28 avril	1997	27 juillet	1997
Finlande	30 janvier	1985 A	30 avril	1985
Géorgie*	15 juin	2001	13 septembre	2001
Hongrie	13 juillet	1993	11 octobre	1993
Islande	20 juin	1984	18 septembre	1984
Italie*	23 janvier	1985	23 avril	1985
Lettonie*	2 mai	1997	31 juillet	1997
Lituanie	20 juin	1995	18 septembre	1995
Macédoine	28 juillet	1999	26 octobre	1999
Malte*	20 novembre	2000	18 février	2001
Moldova	27 juin	2001	25 septembre	2001
Monaco*	30 janvier	2009	1 ^{er} mai	2009
Monténégro	6 juin	2006 S	6 juin	2006
Norvège*	11 décembre	1986	11 mars	1987
Pays-Bas*	12 janvier	1982	5 juin	1983
Antilles néerlandaises	12 janvier	1982	5 juin	1983
Aruba	12 janvier	1982	5 juin	1983
Curaçao	12 janvier	1982	5 juin	1983
Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba)	12 janvier	1982	5 juin	1983
Sint Maarten	12 janvier	1982	5 juin	1983
Pologne	15 juin	1993	13 septembre	1993
Portugal	25 janvier	1990	25 avril	1990
République tchèque	19 novembre	1996	17 février	1997
Roumanie	10 septembre	1997	9 décembre	1997

³ RO 1985 724, 1987 774, 1990 1174, 1995 1123, 2004 4985, 2007 1387 et 2012 4499.
Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE
(www.dfae.admin.ch/traites).

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Royaume-Uni*	8 mars	1994
Guernesey*	25 avril	2003
Ile de Man*	25 avril	2003
Russie*	10 décembre	1999
Serbie	23 juin	2003 A
Slovaquie	23 septembre	1996
Slovénie	16 février	1995
Suède	13 juin	1979
Suisse*	11 mars	1985
Turquie*	10 juillet	1992
Ukraine*	11 mars	1998

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO, à l'exception de celles de la Suisse. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet du Conseil de l'Europe: <http://conventions.coe.int> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne

Réserves et déclarations

Suisse⁴

La Suisse déclare ne pas accepter le titre II.

⁴ Art. 1 al. 1 let. b de l'AF du 13 déc. 1984 (RO 1985 712)

